

*Les crédits*

le gouvernement fédéral a fermé des centres et licencié ces femmes.

Je voudrais aussi remercier le député d'avoir soulevé un autre point qui me bouleverse. Comment peut-il concilier le fait que la ministre responsable de la situation de la femme, qui a joué, si j'ai bien compris, un rôle important dans la création du centre pour les femmes de Campbell River, devenu un organisme de premier plan dans cette localité, avec le fait qu'elle ne se porte pas à la défense du centre aujourd'hui? Tout cela me fascine.

J'aimerais bien entendre ce que le député a à dire à ce sujet et ce qu'il pense du fait que la ministre n'ait pas défendu, non plus, le projet de développement régional, plus précisément celui de la construction du brise-glace Polar 8, qui devait également avoir lieu dans sa circonscription.

**M. Skelly (North Island—Powell River):** Madame la Présidente, je reconnais que la position de la ministre chargée du statut de la femme est tout à fait intenable. Tout d'abord, à l'instar d'autres femmes de la localité de Campbell River, elle a été à même de constater l'insuffisance des services fournis aux femmes et l'extrême nécessité de doter cette localité d'un centre de ressources. Elle s'est jointe à ces femmes et a participé à la campagne pour recueillir des fonds.

Dimanche soir dernier, par hasard, je l'ai vue qui, au cours de l'émission qui a suivi les nouvelles au réseau anglais de Radio-Canada, s'efforçait de justifier l'attitude du gouvernement fédéral. À mon avis, elle a fait preuve ce soir-là d'une hypocrisie sans borne, car après avoir pris connaissance des besoins des femmes de sa localité au point de s'associer à elles pour tâcher de les satisfaire, elle a fait soudainement volte-face et déclaré que ce que faisait le gouvernement conservateur fédéral était très bien. Je ne saurais y voir autre chose qu'un geste d'hypocrisie.

Qu'elle ait trouvé drôle l'observation du ministre du Commerce extérieur est un problème qu'elle devra régler avec sa conscience. À mon avis, quand un représentant aussi important du gouvernement formule un commentaire aussi déplacé, il devrait démissionner, sinon être contraint à le faire.

À mon avis, après avoir sondé leur cœur, les deux ministres en question devraient présenter des excuses à tous les Canadiens. Qui plus est, ils devraient changer de comportement. Nous avons besoin qu'ils appuient solidement ces centres de ressources pour les femmes. Le seul financement de l'infrastructure est insuffisant. Ils devraient faire en sorte de leur donner une assise financière solide, de façon qu'ils puissent desservir les femmes de leur localité.

• (1710)

**M. Lyle Kristiansen (Kootenay—Ouest—Revelstoke):** Madame la Présidente, je voudrais adresser moi aussi mes félicitations à mon collègue de North Island—Powell River, en particulier pour avoir parlé de la fermeture des centres pour femmes dans le contexte du débat sur le développement régional.

Je sais que certains députés ont peut-être du mal à comprendre comment les deux sujets peuvent aller ensemble, mais je puis assurer à la Chambre, comme je sais que mon collègue le sait, que, dans des régions comme la mienne dans les West Kootenays et comme la sienne dans le North Island, les femmes n'ont souvent pas accès au genre d'établissements de services sociaux très avancés auxquels les femmes ont accès dans les grands centres urbains. Ces centres jouent donc un rôle indispensable dans le développement économique et social des femmes et de leurs associations dans l'arrière-pays.

Des femmes de ma propre circonscription se trouvent souvent ici à Ottawa pour représenter les femmes syndiquées. Je les vois souvent dans les tribunes du public, car elles ont agi comme conseillères auprès du gouvernement à propos de politiques portant sur ces questions. Tout comme leurs consoeurs du centre pour femmes de Nelson, dans notre cas, elles se voient maintenant privées de tout financement à un moment où nous voyons débiter de grands programmes de construction dans notre région et où elles ont enfin l'occasion de profiter de certaines de ces possibilités d'emploi et de certains de ces débouchés. C'est absolument criminel et stupide. Il va à l'encontre du but recherché par le gouvernement d'imposer de fortes compressions budgétaires à ces organismes de développement juste à ce moment-ci.

La seule autre brève observation que j'aimerais faire, et mon collègue voudra peut-être ajouter quelque chose s'il en a le temps, a trait aux fortes réductions qui commencent maintenant à frapper les ententes sur le développement forestier. Le gouvernement libéral précédent avait continué d'année en année à réduire les subventions accordées au secteur forestier. Finalement, à l'agonie, alors qu'il ne lui restait plus qu'un an ou deux au pouvoir, il a compris et a institué un programme grâce auquel le secteur forestier a pu recevoir pendant l'année 1983-1984 environ 55 millions de dollars en subventions du gouvernement fédéral et autant du gouvernement de la Colombie-Britannique.

Quand le gouvernement conservateur a été élu en 1984, il a cru accomplir de grandes choses en dépensant 30 millions par année sur une période de cinq ans. Mais nous lui pardonnons cette réduction annuelle, car au moins, il a versé ces subventions de façon soutenue et cela avait du bon sens. Il en revient maintenant aux pires années des libéraux en réduisant les subventions à 6